

Questions orales

[Traduction]

LES DÉPENSES FISCALES FÉDÉRALES

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances qui doit savoir que les prévisions budgétaires déposées hier ne renseignent qu'à moitié sur les dépenses du gouvernement. Est-ce que le ministre veut s'engager à fournir au Parlement, bien avant l'exposé budgétaire, les comptes complets des 30 à 50 milliards de dollars de dépenses et concessions fiscales fédérales, pour donner aux Canadiens une vue d'ensemble des dépenses gouvernementales avant que l'exposé budgétaire ne soit présenté?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà exprimé les préoccupations que me cause à moi comme au député et à certains de ses collègues l'ampleur du chiffre des dépenses fiscales. C'est une chose que j'examine en ce moment. J'espère bien être en mesure de fournir de plus amples renseignements à ce sujet, sinon avant l'exposé budgétaire du moins dans cet exposé même.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'AFFAIRE DOMTAR—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Il a certainement eu l'occasion de prendre connaissance de la lettre que mon chef lui a expédiée hier, lui demandant de s'impliquer personnellement dans le cas de la Domtar. Il est certainement au courant aussi des objections formulées par tous les intervenants du milieu, par le gouvernement du Québec, par les syndicats, voulant que les motifs invoqués par son ministre de l'Expansion industrielle régionale n'étaient pas acceptables. Est-ce que le premier ministre a l'intention d'agir personnellement pour renverser la décision de son ministre dans le cas de la Domtar?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon ami mentionne une lettre de son chef libéral. Je ne l'ai pas encore reçue, mais je dois dire que j'attends toujours une réponse à la lettre que je lui ai expédiée, il y a deux semaines, au sujet du comportement bizarre et inacceptable des énéteurs libéraux qui bloquent les projets de loi. Je n'ai pas encore eu de réponse du chef de l'Opposition.

En ce qui concerne la demande de la Domtar, une société . . .

M. Chrétien: Oui ou non?

M. Mulroney: Le député de Saint-Maurice dit oui ou non! Nous allons faire mieux que le parti libéral qui a dit non à Pétromont, puis a quasiment tué l'entreprise pétrochimique au Québec. C'est cela que vous avez fait, vous, le parti libéral! Vous avez essayé de tuer l'entreprise pétrochimique au Québec.

J'ai reçu une demande. Je me propose . . . Ah! . . . les «bouffons» du Québec! Ils sont moins nombreux, mais ils sont encore ici.

Je peux dire à mon honorable ami que je me propose . . . Ah! . . . le lieutenant du Québec de Terre-Neuve!

En mars prochain, il y aura sans doute des discussions au sujet de la Domtar . . . à ce moment-là.

• (1430)

M. Lapierre: Monsieur le Président, je pense que les farces «cheap» du premier ministre sont de très mauvais goût quand des milliers d'emplois au Québec sont en jeu.

J'aimerais demander au premier ministre qui dit vrai dans ce gouvernement. Au moment même où lui fait son opération de relations publiques, son ministre de l'Expansion industrielle régionale émet un communiqué lui disant qu'il n'est pas question de réviser la décision. Qui dit vrai? Est-ce que le premier ministre a l'intention de frapper les doigts de son ministre de l'Expansion industrielle régionale?

M. Mulroney: En parlant de farces plates, monsieur le Président, nous avons le député de Westmount . . .

M. Johnston: Saint-Henri-Westmount!

M. Mulroney: Saint-Henri-Westmount, excusez-moi! Habitez-vous Saint-Henri ou Westmount?

Nous avons, d'une part, le député de Westmount qui nous demande de couper nos dépenses gouvernementales et de traiter la question du déficit dont nous avons hérité; d'autre part, nous avons le député qui crie pour qu'on octroie une subvention directe de \$100 millions à une société dont l'actionnaire principal est le gouvernement du Québec. Cela étant dit . . .

M. Lapierre: Oui, je suis Québécois.

M. Mulroney: Il dit oui, mais moi aussi je suis Québécois, et tous les Québécois exigent la prudence dans la gestion des fonds publics, et c'est cela que nous allons faire en collaboration avec le gouvernement du Québec.

* * *

[Traduction]

LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. A la suite du budget des dépenses qui a été présenté hier, le Québec, le Manitoba et deux autres provinces estiment que leurs paiements de péréquation seront réduits par rapport à l'année dernière. Dans sa réponse au député qui m'a précédé, le ministre a eu tout à fait raison d'en attribuer la faute à l'ancien gouvernement. Seulement, c'est son parti qui forme maintenant le gouvernement. Par conséquent, va-t-on augmenter les paiements de péréquation versés à ces provinces?